Première Année. — N° 26. 7 FÉVIER 1880.

LE RÉVOLTÉ

POUR LA SUISSE

Un an . . . . . Fr. 4 —
Six mois . . . . . » 2 —
Trois mois . . . . . » 1 —

Les abonnements pris auprès des bureaux de poste paient une surtaxe de 20 centimes.

Organe socialiste

Paraissant tous les 15 jours

POUR L'EXTERIEUR

Un an . . . . . Fr. 5 30
Six mois . . . . . » 2 65
Trois mois . . . . . » 1 35

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

Administration du *Révolté* : rue du Nord, 15, GENÈVE

La prochaine Révolution.

—

Dans une série d'articles précédents sur la *Situation*, la *Décomposition des Etats*, etc. après avoir passé en revue les divers éléments constitutifs de la société moderne, nous arrivions à la conclusion que l'Europe roule sur un plan incliné vers une commotion révolutionnaire.

En étudiant le mode de la production et de l'échange, tels qu'ils se sont organisés entre les mains de la bourgeoisie, nous avons trouvé un état de choses attaqué par une gangrène irremédiable; nous avons vu l'absence de toute base scientifique et humanitaire, la dissipation folle du capital social, la soif du gain poussée jusqu'au mépris absolu de toutes les lois de la sociabilité, la guerre industrielle en permanence, le chaos; et nous avons salué l'approche du jour où ce cri: *la déchéance de la bourgeoisie* s'échappera de toutes les lèvres avec la même unanimité qui jadis caractérisait la proclamation de la déchéance des dynasties.

En étudiant le développement des Etats, leur rôle historique et la décomposition qui les ronge aujourd'hui, nous avons vu ce mode de groupement accomplir dans l'histoire tout ce dont il fut capable et s'effondrer aujourd'hui sous le poids de ses propres attributions, pour céder la place à de nouvelles organisations basées sur de nouveaux principes, plus en rapport avec les tendances modernes de l'humanité.

D'autre part, ceux qui prêtent une oreille attentive au mouvement des idées qui s'opère dans la société actuelle, savent bien avec quelle ardeur la pensée humaine travaille aujourd'hui à la révision complète des appréciations qui nous furent léguées par les siècles passés et à l'élaboration de nouveaux systèmes philosophiques et scientifiques qui doivent devenir la base des sociétés à venir. Ce n'est plus seulement le sombre réformateur qui, exténué par un travail au-dessus de ses forces et par une misère au-dessus de sa patience, critique les institutions honteuses dont il subit le poids et qui rêve un avenir meilleur. C'est aussi le savant qui, quoique élevé dans les anciens préjugés, apprend cependant peu à peu à les secouer et, prêtant l'oreille aux courants d'idées dont les esprits populaires se pénètrent, s'en fait un jour le porte-voix, l'énonciateur. « La hache de la critique sape à grands coups tout l'héritage qu'on nous avait transmis à titre de vérités; philosophie, sciences naturelles, morale, histoire, art, rien n'est épargné dans ce travail de démolition! » — s'écrient les conservateurs; rien, jusqu'aux bases mêmes de vos institutions sociales—la propriété et le pouvoir — attaqués aussi bien par le nègre de l'usine que par le travailleur de la pensée, par l'intéressé au changement que par celui qui reculerait avec effroi le jour où il verrait ses idées revêtir un corps, secouer la poussière des bibliothèques et s'incarner dans le tumulte de la réalisation pratique.

Décadence et décomposition des formes existantes et mécontentement général; élaboration ardue des formes nouvelles et désir impatient d'un changement; élan juvénile de la critique dans le domaine des sciences, de la philosophie et de l'éthique et fermentation générale de l'opinion publique; et d'autre part, indifférence paresseuse ou résistance criminelle de la part de ceux qui détiennent le pouvoir et qui ont encore la force et, par soubresauts, le courage de s'opposer au développement des idées nouvelles.

Tel fut toujours l'état des sociétés à la veille des grandes révolutions; tel il est encore aujourd'hui. Ce n'est pas l'imagination surexcitée d'un groupe de turbulents qui vient l'affirmer; c'est l'observation calme et scientifique qui le dévoile; si bien que ceux même qui, pour excuser leur coupable indifférence, se plaisent à dire: « tranquillisons-nous, il n'y a pas encore de péril en demeure, » ceux-là même laissent échapper l'aveu que la situation s'envenime et qu'lis ne savent pas trop où nous allons. Seulement, après s'être soulagé la conscience par cet aveu, ils se retournent et se remettent de nouveau à ronfler.

« Mais on l'a si souvent annoncée, cette révolution, » — soupire à côté de nous le pessimiste; « moi-même je l'ai cru un moment, et voilà qu'elle n'arrive pas! » — Elle n'en sera que plus mûre. « A deux reprises, la Révolution fut sur le point d'éclater, en 1754 et en 1771, » nous dit un historien de cette période (j'allais presque écrire : en 1848 et en 1871). Eh bien, pour ne pas avoir éclaté alors, elle n'en devint que plus puissante et plus féconde à la fin du siècle.

—

Mais laissons ronfler les indifférents et les pessimistes : nous avons autre chose à faire. Demandons-nous, quel pourrait être le caractère de cette révolution que tant de monde pressent et prépare, et quelle doit être notre attitude en présence de cette éventualité.

Nous ne ferons pas de la prophétie historique: ni l'état embryonnaire de l'étude du développement des sociétés, ni l'état actuel de l'histoire qui, selon l'expression d'Augustin Thierry, « ne fait qu'étouffer la vérité sous des formules de convention, » — ne nous y autorisent. Bornons-nous donc à poser quelques questions bien simples.

Pouvons-nous admettre, ne fût-ce que pour un moment, que tout cet immense travail intellectuel de révision et de réformation qui s'opère dans toutes les classes de la société et à propos de toutes les manifestations de la vie humaine, puisse s'apaiser par un simple changement de gouvernement? Que le mécontentement économique, grossissant et se répandant de jour en jour, ne cherche pas à se manifester dans la vie publique, dès que les circonstances favorables, consistant dans la désorganisation des pouvoirs, se présenteront à la suite d'événements quelconques?

Poser ces questions, c'est les résoudre. — Evidemment non.

Pouvons-nous croire que les paysans irlandais et anglais, s'ils entrevoient la possibilité de s'emparer du sol qu'ils convoitent depuis tant de siècles et de chasser les seigneurs qu'ils détestent si cordialement, ne profiteront pas de la première conflagration pour chercher à réaliser leurs vœux?

Pouvons-nous croire que la France, lors d'un nouveau 1848 européen, se bornera à renvoyer un M. Gambetta pour le remplacer par un M. Clémenceau, et ne cherchera pas à voir ce que *la Commune* peut faire pour améliorer le sort des travailleurs? Que le paysan français, voyant le pouvoir central désorganisé, ne cherchera pas à s'emparer des prés veloutés de ses voisines les saintes sœurs, ainsi que des champs coquets du gros bourgeois qui, étant venus tous deux s'établir à ses côtés, n'ont cessé d'arrondir leurs propriétés? Qu'il ne se rangera pas du côté de ceux qui lui offriront leur appui pour réaliser son rêve de travail assuré et bien récompensé?

Et croirait-on que le paysan italien, espagnol, slave, n'en feront pas autant?

Pense-t-on que les mineurs, las de leur misère, de leurs souffrances et des massacres à coups de grisou, — qu'ils supportent *encore*, sous les yeux de la troupe, mais en murmurant, — ne chercheront pas à éliminer les propriétaires des mines, si un jour ils s'aperçoivent que la troupe désorganisée met de la mauvaise volonté à obéir à ses chefs?

Et le petit artisan, blotti dans les ténèbres de sa cave humide, les doigts gelés et l'estomac creux, se débattant du matin au soir pour trouver de quoi payer le boulanger et nourrir ces cinq petites bouches d'autant plus aimées qu'elles deviennent plus livides à force de privations? Et puis cet homme, qui a couché sous la première arcade venue, parce qu'il n'a pas pu se payer le luxe de coucher pour un sou dans le dortoir commun, — croyez-vous qu'ils n'aimeraient pas que la Commune voie un peu si dans ces palais somptueux il ne se trouve pas un coin sec et chaud pour y loger les familles, plus honnêtes, à coup sûr, que celle du gros bourgeois? Qu'ils n'aimeraient pas voir dans les magasins de la Commune assez de pain pour tous ceux qui n'ont pas appris à être des fainéants; assez de vêtements qui habillent les maigres épaules des enfants du travailleur aussi bien que les chairs molles des enfants du gros bourgeois? Croyez-vous que ceux qui portent les haillons ne savent pas qu'il se trouverait dans les magasins d'une grande ville largement de quoi suppléer aux premières nécessités de tous les habitants, et que si tous les travailleurs s'appliquaient à la production d'objets utiles, au lieu de s'étioler à la confection d'objets de luxe, ils en produiraient assez pour toute la Commune et pour tant d'autres Communes voisines?

Enfin, peut-on admettre que, ces choses se disant et se répétant partout et surgissant d'elles-même sur toutes les lèvres dans les moments de crise (souvenons-nous du siége de Paris!), le peuple ne cherche pas à les mettre en pratique le jour où il s'en sentira la force?

—

Le bon sens de l'humanité a déjà répondu à ces questions, et voilà sa réponse :

La prochaine révolution aura un caractère de généralité qui la distinguera des précédentes. Ce ne sera plus *un* pays qui se lancera dans la tourmente, ce seront *les* pays de l'Europe. Si autrefois, une révolution localisée était possible, aujourd'hui, avec les liens de solidarité qui se sont établis en Europe, étant donné l'équilibre instable de tous les pays, une révolution locale est devenue une impossibilité, si elle dure un certain temps. Comme en 1848, une secousse se produisant en tel pays, elle gagnera nécessairement les autres, et le feu révolutionnaire embrasera l'Europe entière.

Mais, si en 1848, les villes insurgées purent encore mettre leur confiance dans des changements de gouvernement ou dans des réformes constitutionnelles, ce n'est plus le cas aujourd'hui. L'ouvrier parisien n'attendra pas d'un d'un gouvernement, — fût-il même celui de la Commune libre, — l'accomplissement de ses vœux : il se mettra à l'œuvre lui-même, en se disant : « ce sera autant de fait! » Le peuple russe n'attendra pas qu'une Constituante vienne le doter de la possession du sol qu'il cultive : pour peu qu'il *espère* réussir, il cherchera lui-même à s'en emparer ; il le cherche déjà : témoin, les émeutes continuelles. De même en Italie, en Espagne ; et si l'ouvrier allemand se laisse berner un certain temps par ceux qui aimeraient que tout se fasse par télégrammes de Berlin, l'exemple de ses voisins et l'incapacité de ses meneurs ne tarderont pas à lui enseigner la vraie voie révolutionnaire. Le caractère distinctif de la révolution prochaine sera donc celui-ci : « des tentatives s ir une vaste échelle d'opérer une révolution économique, faites par les peuples, sans attendre qu'elle tombe d'en haut comme la manne du ciel.»

Quant aux caractères particuliers que le mouvement pourrait prendre, quant aux diverses formes que les soulèvements économiques devront revêtir selon les conditions locales, ils doivent faire le sujet d'une autre étude.

Mais,...nous voyons déjà le pessimiste, le sourire malin sur les lèvres, venir nous poser «quelques objections, quelques objections seulement». Eh bien, nous l'entendrons et nous lui répondrons dans un prochain numéro.

MOUVEMENT SOCIAL

France

Le bilan de la quinzaine n'a rien d'important. La loi impérialiste contre la liberté des réunions vient d'être confirmée par une loi républicaine qui, au fond, ne change absolument rien. Le Sénat discute s'il faut introduire des évêques dans les conseils supérieurs d'éducation. La Chambre se prépare à faire un enterrement de premier ordre au projet d'amnistie et va bientôt discuter s'il faut exécuter les gens en plein soleil ou bien dans l'intérieur des prisons, tandis que les juges condamnent les grévistes pour prouver aux bourgeois que le capitaliste peut dormir tout aussi tranquillement en république qu'en monarchie. Tout va si bien, qu'on n'a absolument rien à redire.

Nous saluons avec plaisir l'heureuse réapparition, depuis le 21 janvier, d'un confrère, *L'Egalité* de Paris, organe collectiviste révolutionnaire paraissant le mercredi (bureaux : 28, rue Royale, à Saint-Cloud. Prix de l'abonnement, 3 fr. pour six mois). Après avoir dû cesser sa publication en juillet 1878, à la suite des procès dont le gouvernement bourgeois s'est fait un devoir de l'accabler, L'*Egalité* rentre de nouveau dans la lutte, et nous sommes sûrs qu'elle contribuera puissamment au développement des idées socialistes en France, comme elle l'a déjà fait pendant la première période de son existence.

Nous recevons de Marseille la lettre suivante:

Marseille, le 3 Février 1879.

Citoyen Directeur,

Je vous prie, au nom du groupe d'Etudes sociales de Marseille, d'être notre interprète auprès du citoyen Alissoff, en insérant dans votre vaillant journal l'adresse suivante qui lui a été votée a l'unanimité, lors de la dernière séance du groupe.

Comptant sur votre dévouement à la cause socialiste et révolutionnaire, je vous remercie d'avance.

ADRESSE AU CITOYEN ALISSOF

Le groupe d'Etudes sociales de Marseille, entendant la pratique de la liberté d'une autre façon que le gouvernement actuel qui vient de vous expulser du territoire français, se déclare solidaire avec vous, et vous envoie ses saluts sympathiques.

Pour le groupe d'Etudes sociales de Marseille.

LE SECRETAIRE.

Belgique

La *Voix de l'Ouvrier* (n° 40), prend à partie le *Révolté* et l'*Egalité*, à cause de ce qu'ils n'ont pas voulu approuver la conduite d'une partie des socialistes belges dans l'affaire de la grève du Borinage.

Elle nous demande une rectification, elle voudrait que nous disions que la conduite de son rédacteur fut «correcte» dans cette affaire.

Malgré tout notre bon vouloir, nous ne pouvons pas le dire. Que le rédacteur de la *Voix de l'Ouvrier* se soit donné beaucoup de peine pour créer une agitation dans le Borinage, nous l'admettons volontiers, mais voici en quoi nous commençons à ne pas être d'accord avec la *Voix de l'Ouvrier*.

Lorsqu'on fait une agitation au sein d'une population ouvrière aussi rudement éprouvée que celle du Borinage, il faut s'attendre à des grèves, et quelquefois même à des émeutes, qui éclateront bien *avant* que le plan théorique conçu par les agitateurs puisse se réaliser en entier. C'est déplorable, dira-t-on ? C'est inévitable, et c'est ce qui est arrivé au Borinage. Eh bien, lorsqu'on s'aperçoit que des grèves partielles vont éclater inévitablement, on ne doit pas venir les enrayer en cherchant à empêcher ce qui aura lieu quand même ; lancer à la veille d'une grève un manifeste pacificateur, c'est jeter des bâtons dans les roues aux grévistes, c'est semer la désorganisation, la discorde. En ce moment, il faut déployer toutes ses forces, pour que les sacrifices que le peuple s'imposera, lui profitent le plus : il faut chercher à généraliser la grève au lieu de l'affaiblir par la critique. Et puis, si la grève s'aggrave, si elle amène à un conflit armé, la place de l'agitateur est à l'endroit le plus dangereux, là où on se bat.

Si telle avait été l'attitude du parti, nous ne nous serions permis aucune critique.

Quant aux anarchistes de Bruxelles, attaqués dans le même article, leur réponse ne se fera certainement pas attendre.

Encore un nouveau confrère, le *Drapeau Rouge, organe de la Ligue collectiviste-anarchiste*, paraissant tous les quinze jours à Bruxelles (bureaux : rue de l'Etuve, 39 ; prix de l'abonnement, 1 fr. 25 par semestre, 2 fr. pour l'étranger).

Comme article d'en-tête, le *Drapeau Rouge* met le programme de la Ligue (voir le *Révolté*, n° 20) dont les principes seront propagés et vulgarisés par le journal, et il fait appel à tous les amis « quelle que soit la nuance du parti anarchiste à laquelle ils appartiennent ».

Nous souhaitons fraternellement la bienvenue à notre nouveau confrère anarchiste et nous faisons tous nos vœux pour sa réussite.

Angleterre

Les manifestations des ouvriers sans travail continuent. Le 18 passé il y en a eu une à Hyde-Park, qui a dévoilé aux riches habitants des palais de Londres quelle misère profonde règne à ce moment dans les quartiers ouvriers.

Des députations d'ouvriers sont allées vers le lord-maire, demander du travail ou du pain. M. le lord-maire, un des plus riches bourgeois de Londres (ce qui veut dire aussi, de l'Europe), après avoir répondu en termes très courtois aux centaines d'ouvriers qui sont venus vers lui, leur a distribué... quelques boîtes de conserves de viande, en disant que c'est tout ce qu'il avait à leur disposition.

Cette affreuse plaisanterie finira-t-elle par apprendre aux ouvriers anglais qu'ils n'ont pas à compter sur les messieurs, et qu'ils n'auront ni pain ni travail tant qu'ils ne les prendront pas eux-mêmes.

Dorénavant, des meetings des ouvriers sans travail seront tenus à Londres chaque samedi, en plein air, au Hyde-Park.

—

De pareilles manifestations se produisent aussi dans d'autres villes. A Birmingham, à un meeting des desœuvrés, plus de 5,000 ouvriers sont accourus. La description, faite par les orateurs, de la misère qui règne en ce moment dans ce grand centre industriel, dépasse tout ce que l'imagination la plus fougueuse d'un romancier pourrait inventer. Le lendemain, une députation du meeting alla trouver le lord-maire. Mais celui-ci, après leur avoir fait une leçon d'économie politique bourgeoise sur l'emploi à donner à l'argent des contribuables, les envoya promener.

—

Nous voyons avec plaisir que le *Républicain* de Londres (*The Republican*) vient d'inaugurer une colonne spéciale, destinée à un aperçu du mouvement socialiste en Europe et contenant des extraits de journaux socialistes avec lesquels il se trouve en échange.

Irlande

La situation du pays n'a pas changé depuis que nous en avons parlé dans un numéro précédent. La misère et la famine vont toujours en croissant et les correspondants des journaux les plus réactionnaires se demandent, comment le peuple peut-il encore subsister ? ils prédisent en même temps une misère encore plus effroyable pour le printemps. Des districts entiers ne se nourrissent plus que d'un peu de farine de maïs, diluée avec beaucoup d'eau : la farine d'orge est inaccessible à ce peuple qui, après de longues années de rude travail, se voit réduit à la misère la plus affreuse par une seule mauvaise récolte.

Et, pourrait-il en être autrement ?

Trois-cents grands propriétaires possèdent presque la moitié du sol arable de l'Irlande, soit 4 millions d'hectares; douze-mille propriétaires moyens possèdent le reste, 6 millions d'hectares ; soit, en tout, 12,300 propriétaires sur 5 1/3 millions d'habitants. Ces propriétaires louent leur sol aux paysans, par petites parcelles, dont plus de 100,000 ne dépassent pas 2 hectares, et environ 50,000 occupent moins d'un seul hectare. Le paysan, sans bétail, sans instruments, se débat comme il peut pour nourrir sa famille sur son misérable lopin et pour payer la rente, toujours très grande. Il habite une cabane en terre battue et, tandis que son propriétaire jouit d'une rente d'un ou de deux millions de francs, il ne se nourrit que de pommes de terre ; car le blé qu'il cultive doit toujours être vendu pour payer le seigneur. Et, lorsque sa pomme de terre est frappée d'une maladie, il meurt de faim : plus de 2,000,000 sont morts pendant la famine de 1846; combien d'autres mourront dans le courant de cet hiver!

Ceux qui ne veulent pas crever de faim avec résignation, protestent. Dans les grandes villes, des foules d'hommes, femmes et enfants arborent le drapeau noir (décidément le drapeau de la mort va devenir le drapeau du peuple), plantent sur la hampe du drapeau une miche et s'en vont par la ville, exiger du

pain chez les boulangers,... quitte à être jugés plus tard et condamnés à des années de prison, sous prétexte « d'avoir incommodé des particuliers ».

Dans les campagnes, la lutte du million de paysans-fermiers contre les 12,300 détenteurs du sol se poursuit; mais, pour le moment, elle semble avoir changé de caractère. La grande masse du peuple refuse carrément de payer les rentes; mais les agitateurs connus ne paraissent plus en public, ne convoquent plus des réunions monstres. Parnell est parti pour l'Amérique, sous prétexte de chercher des secours; et les autres?... on dirait qu'ils se sont claquemurés dans leurs chambres.

Mais le peuple lutte. C'est en décembre et en janvier que les propriétaires lancent leurs arrêts d'expulsion ou d'*éjection* contre les paysans-fermiers qui ne paient pas leurs rentes; donc, toute l'attention du peuple s'est portée dernièrement sur les policiers qui venaient par escouades avec ces arrêts et qui devaient, selon l'usage, les afficher sur les cabanes des expulsés.

Le peuple des campagnes, averti à l'avance, guettait l'arrivée des escouades policières et les recevait en leur lançant, soit des mottes de terre et de la boue, soit des jattes d'eau sale. Evitant de provoquer des conflits sanglants, les paysans avaient recours à toutes sortes de malices. Un policier entrait-il dans une cabane pour allumer sa pipe, une foule de femmes et d'hommes l'entourait et lui enlevait la centaine d'arrêts dont il était porteur; ou bien, on le déshabillait complètement et on le jetait, tout nu, sur la grande route; ou bien enfin, des hommes, la face noircie, le forçaient à rendre les arrêts en lui mettant le revolver sur la poitrine. Les arrêts devant être affichés, selon la loi et l'usage, absolument ce jour-là, toute l'entreprise se trouvait ainsi manquée.

Dans d'autres endroits, la résistance devenait plus sérieuse. C'est à coups de pierres que les paysans, embusqués derrière les haies, recevaient la police. Alors, la police ajustait les baïonnettes et chargeait les femmes, hommes et enfants, « *in a splendid way* », «admirablement»,—dit le correspondant du *Times!*

Enfin, la petite guerre, qui consiste à tuer de temps en temps les employés les plus zélés des seigneurs, continue toujours, quoiqu'avec moins de vivacité qu'on aurait pu le prévoir: la faim tue l'énergie.

La résistance du peuple a cependant un caractère plutôt passif qu'aggressif. Il n'a pas encore attaqué; il n'a pas encore semé la terreur dans le camp des propriétaires en inaugurant les soulèvements en masse et le massacre de ceux qui le font mourir de faim; il se tient à la défensive. Ceux qui connaissent le pays, disent cependant que le temps des émeutes n'est pas encore venu: il viendra dans quelques mois, lorsque les arrêts d'expulsion seront entrés en vigueur et lorsque les propriétaires feront expulser les paysans de vive force. Il viendra, oui,... si jusque là le peuple affamé ne perd pas ses dernières forces et si les meneurs ne réussissent pas encore une fois à calmer l'excitation par de vaines promesses. Car, il faut l'avouer, l'Irlande — comme presque toutes les nations qui se trouvent sous une domination étrangère — a ce vice: celui d'espérer toujours en un secours qui viendra d'un autre pays. Cette fois-ci, elle espère que les Américains lui tendront la main, que Parnell reviendra avec des millions d'écus et des fusils.... espérons-le aussi.

Quant aux représentants de l'Irlande au Parlement, aux *home-rulers*, ces messieurs, très courageux dans les riches salles de la Chambre, hésitent lorsqu'ils voient monter la vague populaire. Ils préparent des alliances douteuses, ils «parlementent». Dans leurs dernière réunion il ne se trouva qu'un seul homme, O'Donoghue, pour proposer « d'exprimer les sympathies de la réunion et de promettre son appui au vaillant peuple des districts occidentaux de l'Irlande qui soutient la lutte contre les exploiteurs» et de «protester contre ce système qui donne le droit de propriété absolue sur le sol à ceux qui en sont aujourd'hui les détenteurs ». Inutile de dire que cette déclaration franche et honnête mérita la désapprobation unanime de messieurs les députés qui, après avoir hanté les salles dorées, ont appris à préférer l'exploiteur ganté à leurs compatriotes en guenilles.

Un fait intéressant, pour montrer de quels moyens la bourgeoisie dispose lorsqu'elle veut fermer les yeux au peuple par des palliatifs. Pour empêcher que la famine amène les paysans irlandais à l'exaspération, on propose d'entreprendre sur une vaste échelle des travaux publics servant à améliorer les terres (des seigneurs, bien entendu: il n'y en a pas d'autres). Mais le gouvernement manque d'argent. Alors, il fait appel aux grosses bourses: il leur propose de prêter des sommes qui seront remboursées dans 35 ou 50 ans. Evidemment, les gros bonnets s'empressent de répondre à l'appel. Un propriétaire verse, disons 20,000 francs; le gouvernement fait faire des routes, creuser des canaux, drainer les marais; le paysan s'empresse de saisir la pioche ou de s'atteler à une brouette pour ne pas mourir de faim, et il ne pense plus à la révolte. Puis, le canal une fois creusé et la route faite, il reste gueux comme auparavant; le propriétaire voit la valeur de ses terres doublée, et le moment propice à la révolte est passé. Très malin, n'est-ce pas?

Russie

Dans la nuit du 29 au 30, la police a découvert à Pétersbourg, une imprimerie clandestine qui paraît être celle de la *Narodnaia Volia*. En pénétrant dans un logement situé ruelle des Sapeurs, elle y trouva trois hommes et deux femmes qui opposèrent aux policiers une résistance acharnée. Une trentaine de coups de revolver furent déchargés sur les policiers qui, couverts de cottes de maille, en furent quittes pour quelques légères blessures. Un des jeunes gens qui se trouvaient dans le logement, garda la dernière balle de son revolver pour soi: il préféra se brûler la cervelle que de se livrer aux tortures des bourreaux. Les journaux supposent que ce jeune homme est Deutsch; mais c'est déjà la quatrième ou la cinquième fois que la police croit avoir Deutsch entre ses mains.

La police saisit une presse, beaucoup d'exemplaires de la *Narodnaia Volia*, ainsi que de caractères, de faux cachets et de faux passeports.

La joie du tzar est aussi complète que s'il eût appris la prise de Plevna: les policiers sont promus en grades et décorés de la croix militaire.

—

Deux jours après la découverte de l'imprimerie, le n° 3 de la *Narodnaia Volia* parut à Pétersbourg. L'agence Reuter, en télégraphiant ce fait, nous apprend qu'il ne lui manque que 8 pages sur 24, ce qui fait supposer que la police ne saisit qu'une feuille. Nous avons sous les yeux ce numéro, dont voici le contenu: article de fond sur la situation; note sur l'attentat de Moscou; programme du Comité exécutif; proclamations du Comité sur l'attentat de Moscou et sur les mouchards découverts dernièrement: Basile Ermolinsky, Michel Kholodovsky, Basile Schvétsoff, Cyrille Bélanoff et Voronovitich; deuxième lettre politique d'un socialiste; lettre d'un socialiste français; la « Chronique des persécutions »; réponses aux correspondants et annonces.

Nous sommes forcé de renvoyer au prochain numéro l'analyse de ces articles.

—

Le télégraphe nous apprend qu'une émeute sérieuse de paysans vient d'éclater à Stolitsa, gouvernement de Vilno.

Mille hommes de la troupe ont été mandés sur les lieux.

—

La Cour martiale d'Odessa vient de prononcer son arrêt dans l'affaire du million et demie (plus de fr. 4,000,000), enlevés à la trésorerie *(kaznatcheistvo)* de Kherson, au moyen d'une galerie creusée depuis une maison voisine jusques sous les coffres-forts de la Trésorerie, et le gouverneur d'Odessa, Todtleben, vient de confirmer cet arrêt. Les condamnations sont réparties comme suit: *Mme Hélène Rossikova*, âgée de 33 ans, (née Vitten, et sœur de Mlle Vitten, qui fut condamnée pour résistance armée à Odessa) pour avoir conçu l'idée de l'enlèvement et pour avoir pris une part active à la réalisation du plan, — aux travaux forcés à perpétuité; la peine eût été encore plus sévère (??) si Rossikova n'eût pas été remarquée pendant la dernière guerre pour son dévouement sans bornes comme sœur de charité de la Croix Rouge; *Nicolas Franjoli*, de 23 ans, — à 4 années de travaux forcés; *Anna Alekseyéva*, 23 ans, fille d'un employé, et *Elisabeth Youjakova*, fils d'un général-lieutenant, — à l'exil en Sibérie (la Cour les avait condamnées à 15 ans de travaux forcés); *Jean Tchepsky, Abraham* et *Simon Barscht*, bourgeois de la ville, et *Kondratiy Scherbatchenko*, paysan, — à un an, et *Tatiana Morozova*, servante, à 4 mois de prison.

Tous les journaux bourgeois ont parlé dernièrement d'une condamnation féroce prononcée par un tribunal de Kieff. Sur 26 paysans du village de Kotlarka (gouvernement de Kieff), accusés de résistance violente aux autorités, deux seulement furent acquittés; quatorze furent condamnés aux travaux forcés pour dix ans, et dix autres à des termes un peu moindres. Mais, ce que la presse bourgeoise a oublié de raconter, ce sont les causes de l'émeute, et c'est précisément ce que nous tenons à faire ressortir, en nous basant sur des renseignements qui nous sont communiqués par un ami Oukraïnien.

Le fait est que, tandis que la presse bourgeoise russe s'apitoye sur le sort des paysans irlandais chassés en masses par les propriétaires, le même fait se reproduit sous les mêmes formes, dans les provinces occidentales de la Russie.

Il existe dans ces provinces toute une classe de petits fermiers, une population de 400,000 âmes environ, qui sont précisément dans les mêmes conditions que les paysans irlandais. « Hommes libres » depuis des siècles, ils n'ont bénéficié, ni de la loi de 1861 qui donna aux serfs émancipés le droit à un lopin de terre, ni des mesures agraires que le gouvernement russe appliqua en 1864 aux provinces occidentales dans le but de se concilier les paysans et d'étouffer le soulèvement de la Pologne. Ils restèrent «hommes libres», c'est-à-dire *prolétaires agricoles*; la terre qu'ils cultivaient depuis des siècles pouvait leur être enlevée et eux-mêmes pouvaient être expulsés le jour où le propriétaire trouverait un plus-payant pour son sol.

En effet, tant que le sol n'avait qu'une valeur médiocre, les propriétaires les laissaient cultiver les champs défrichés par leurs ancêtres et arrosés de leurs sueurs pendant plusieurs générations. Le taux du bail, établi par l'usage, restait invariable. Mais, dès que la valeur des terres commença à augmenter grâce au développement général de l'industrie, les seigneurs élevèrent immédiatement les prix du fermage, tandis que d'autres, préférant louer leurs terres aux manufactures de sucre de betterave, chassèrent tout bonnement les petits fermiers pour transformer leurs petits champs en plantations plus lucratives.

Les fermiers protestèrent; puis, ils portèrent plainte aux autorités; mais celles-ci, comme de raison, les envoyaient promener d'une chancellerie à une autre (il y en a assez, de ces chancelleries!); ou bien, elles prenaient franchement la part du seigneur, au nom de la sainte liberté des transactions.

Aidés par la police, les seigneurs procédèrent alors à l'expulsion violente des fermiers qui

ne voulaient pas quitter le topin qu'ils considéraient comme *leur* sol. La police arrivait, jetait le mobilier dans la rue, arrachait hommes et femmes, vieillards et enfants de leurs cabanes et les fichait dehors, dans la neige, en les envoyant mendier par le monde,... toujours au nom de la sainte propriété, de l'inaltérable liberté des contrats. Il arrivait qu'un malheureux montait avec sa famille sur son toit et, cramponné à son dernier refuge, se défendait en lançant des briques aux policiers; alors ceux-ci, armés d'un crampon de pompier, descendaient l'homme, et cabane et famille, roulaient dans la neige, toujours pour le triomphe du droit de propriété du seigneur.

Dans d'autres endroits, les fermiers se mettaient en révolte ouverte. Ainsi, à Kotlarka, lorsque le propriétaire loua ses terres à une manufacture de sucre et voulut expulser ses petits fermiers, ceux-ci résistèrent; ils chassèrent les ouvriers de la manufacture, ainsi que la police survenue sur les lieux; puis, ils maltraitèrent le chef de la police et lorsque l'un d'eux, le plus énergique, fut arrêté, ils se réunirent tous et attaquèrent les défenseurs de la propriété seigneuriale. Une bonne bagarre s'en suivit, le prisonnier fut mis en liberté, et les messieurs de la police s'en retournèrent chez eux vertement bafoués.

Dans d'autres endroits, comme dans le gouvernement de Kovno, il y a eu toute une série de pareilles émeutes et il est probable que les bandes de «brigands» qui ont fait leur apparition dans cette province, sont dûes aux *éjections* des fermiers qui s'y pratiquent sur une vaste échelle.

Ainsi, tout porte à croire que nous aurons bientôt dans les provinces occidentales de la Russie, un foyer d'agitation pareil à celui que nous avons en Irlande, et que cette agitation marchera de pair avec celle qui se produit dans le centre de l'Empire. La férocité même de l'arret du tribunal de Kieff nous prouve que le gouvernement craint ces émeutes plus qu'il ne l'avoue.

Suisse

Chaux-de-Fonds. — Nous recevons la communication suivante, que nous nous faisons un plaisir de publier :

Chaux-de-Fonds, le 1 Février 1880.

Mr le Rédacteur du *Révolté*,

Dans votre nº 25 vous avez inséré une communication venant de Chaux-de-Fonds dans laquelle on vous annonçait qu'un conflit venait de surgir entre Mr *Antoine Laplace* et la société des ouvriers graveurs et guillocheurs. Le fait était exact et puisque vous avez bien voulu lui donner la publicité, nous pensons que vous serez assez obligeant pour ouvrir les colonnes de votre prochain nº à la présente, afin de mettre le public au courant des choses.

Dans le but de porter à la connaissance de tous les graveurs et guillocheurs la mesure dont la section de Chaux-de-Fonds dut frapper l'atelier de Mr *Laplace*, l'assemblée générale avait chargé son comité d'user de tous les moyens de publicité. A cet effet nous rédigeâmes l'article suivant qui fut offert aux journaux de la localité et qui parut seulement dans le « Patriote Suisse » et la « Feuille d'Avis des Montagnes» du 22 Janvier. Le «National Suisse» refusa de l'insérer même comme annonce :

La Société des graveurs et guillocheurs de Chaux-de-Fonds dans son assemblée générale du 14 janvier 1880 a mis l'atelier de M Antoine Laplace à l'interdit à la suite d'une baisse qu'il a voulu imposer à ses ouvriers.

Cette mesure sauvegardant les interêts de tous les ouvriers indistinctement, aussi bien ceux des non-sociétaires que ceux des ouvriers qui l'on votée, nous faisons un appel fraternel à tous les graveurs et guillocheurs pour qu'en cette circonstance ils pratiquent la solidarité ouvrière en refusant d'aller travailler dans l'atelier de M. Antoine Laplace.

A cela Mr Laplace répond au comité dans les mêmes journaux, que le 31 décembre 1879 il fit observer à son personnel que vu la baisse toujours persistante dans la gravure, il se voyait dans l'obligation de faire des changements dans son atelier et que si ses ouvriers ne pouvaient accepter ses nouvelles conditions, il leur donnait 15 jours, et même au-delà, s'il le fallait, pour se trouver du travail ailleurs.

Il ajoute: « Voilà donc à quoi s'est réduite toute cette affaire et je laisse le public juge si j'ai en matière quelconque *imposé* une baisse à mes ouvriers ».

En terminant Mr Laplace regrette que nous n'ayons pas pris des renseignements auprès de lui; si nous l'avions fait, nous ne nous serions pas laissé aller à lancer un article qui, selon lui, n'a pas sa raison d'être et n'a certainement d'autre but que de lui porter préjudice.

En premier lieu nous devons faire remarquer que la lettre de Mr Laplace devait s'adresser à notre Société tout entière et non au Comité seulement: le Comité n'a agi qu'en vertu d'un mandat spécial que l'assemblée générale lui a donné le 14 Janvier. Il est inutile de chercher à séparer ces deux organes de notre association, ils sont en complète communion d'idées et de pensées dans la question Laplace.

Ensuite, cette épitre contient une finesse. Les termes dans lesquels elle est rédigée, tendraient à faire croire que le 31 décembre Mr Laplace n'a fait qu'une simple observation et que la question de baisse du 10% n'était pas présentée par lui comme une résolution irrévocable. Or, la vérité, ainsi que le prouve la déclaration de ses ouvriers que nous donnons ci-dessous, est que, si ces derniers voulaient continuer à travailler chez lui après le 15 Janvier, ce ne serait plus aux anciennes conditions; d'ailleurs il appuyait sa détermination sur ce que « l'équilibre de son budjet était totalement rompu ».

Cette façon d'agir n'est pas, pour Mr Laplace, imposer une baisse? c'est agir *légalement*, ainsi qu'il croit devoir nous l'apprendre dans sa réponse privée. Mais, point n'était besoin de faire des efforts d'*imagination* pour nous dire cela, nous le savons et ne le contestons pas; nous savons bien que si, par impossible, Mr Laplace pouvait obtenir les services de ses ouvriers sans rien leur donner en échange, il serait encore dans la *légalité*; mais nous ne confondons pas *légalité* avec *équité*.

Mr Laplace veut bien constater que « l'équilibre de son budjet est rompu » et, pour le rétablir, il ne trouve rien de mieux que de briser celui du budjet de ses ouvriers en rognant leurs salaires du 10%; une différence d'une valeur de 60 à 80 livres de pain par mois n'est pas une affaire dans un ménage d'ouvrier, on peut bien retrancher cela sur les rations de tous les membres de la famille? Et puis, si un surcroit de privation devait, indépendamment des tourments moraux, amener l'*anémie* et hâter le terme de la vie de l'ouvrier, n'y en a-t-il pas assez pour remplir les vides que la mort pourrait faire? en ceci Mr Laplace raisonne comme tous les exploiteurs. D'ailleurs, d'après les lois sacrées de la science *économique*, l'ouvrier devenu incapable, ou celui dont les services sont devenus superflus, ne doit-il pas se résigner à faire son dernier voyage?

Pourtant, à cette ingénieuse et *barbare* solution du problème de la misère il y a un inconvénient, c'est que l'ouvrier est un être *actif* et qui se révolte contre le sort qu'on cherche à lui faire envisager comme une fatalité naturelle, et lorsqu'il est menacé, il s'unit à ses camarades, en danger comme lui, et l'on se trouve en présence des protestations collectives venant des sociétes *ouvrières*.

Enfin, nous aurions dû nous adresser à Mr Laplace pour connaitre le véritable état des choses. Mais notre société est en mesure de savoir ce que nous pouvions attendre de cette source. N'a-t-elle pas dû à deux reprises différentes, en 1870 et en 1877, agir de rigueur pour le contraindre à l'observation des engagements contractés envers elle?

Dans cette dernière affaire, pour n'être ni bernée, ni dupée, la société n'avait qu'une marche à suivre: c'était d'agir sans attermoiements.

En terminant nous saisissons l'occasion pour remercier publiquement le *National Suisse* de l'empressement qu'il a mis à soutenir les intérêts des ouvriers dans cette circonstance; nous connaissons d'ailleurs les raisons qui l'ont guidé, l'un des rédacteurs l'a bien naïvement avoué: il y avait à l'insertion de notre article un grave inconvénient, c'est que Mr Laplace est un *honorable propriétaire*. Or, on soit que dans l'opinion du «National» les *propriétaires* et les *patrons* doivent être soutenus contre les réclamations des ouvriers.

Le Comité.

Déclaration.

Nous, soussignés, ouvriers chez Mr *Antoine Laplace* avant le 31 Décembre 1879,

Déclarons,

Que Mr Antoine Laplace, le soir du 31 décembre 1879 nous a formellement déclaré qu'après le 15 Janvier il ne nous paierait plus qu'à raison du 10% en dessous du salaire que nous avions à ce moment-là. Nous devons dire en outre que si nous avions accepté, cela aurait été la troisième baisse que nous aurions subie depuis deux ans. Quant à l'accusation d'arrogance que Mr Laplace nous adresse bien gratuitement, nous affirmons que dans la discussion qui a eu lieu à propos de cette dernière baisse, aucune parole inconvenante n'a été proférée de notre part. Si quelqu'un est un arrogant c'est Mr Laplace qui, dans son orgeuil sans pareil, a pour habitude d'humilier l'ouvrier chaque fois que l'occasion s'en présente, tellement il le méprise et tellement il se croit supérieur.

Si deux d'entre nous n'ont pas fait leur quinzaine, c'est parce que Mr Laplace n'avait pas de travail à leur donner et il n'est pas l'homme à payer quand on ne travaille pas: la preuve, c'est que E. Droz qui a fait ses 15 jours n'a pas été occupé durant 3 jours sur 12, sans recevoir un sou pour ce temps perdu involontairement.

Les ouvriers sortis :

Edouard Droz
Alexandre Melly
Alphonse Henry, père.

Genève. — Conférence de E. Reclus.

Jeudi soir, nous avons assisté à la conférence du compagnon Reclus sur « l'Evolution et la Révolution. » Quatre cents personnes suivaient attentivement le développement scientifique de cette thèse que nous avons pour la première fois entendu être traitée par un des conférenciers de l'Internationale.

Logique serrée, langage imagé et artistique, sincérité, — voilà ce que possède Reclus. Aussi nous a-t-il clairement démontré que ce n'est pas parmi les positivistes qu'il faut chercher les vrais évolutionnistes. Ceux qui possèdent et qui gouvernent le monde, ont peur de l'évolution et de la révolution. Les opprimés seuls, après avoir subi une série d'évolutions, parviendront à faire la Révolution sociale, indispensable pour tous les hommes. Dans notre prochain numéro, nous donnerons la conférence in extenso.

Questions Sociales a la portée de tous, *par Un Homme du Peuple.* — Nous recommandons encore une fois à nos amis ces excellentes petites brochures à 10 centimes, qui continuent à paraitre, et dont nous avons déjà sous les yeux *onze*, portant les titres suivants: 1° *Les Gouvernements*; 2° *La Société*; 3° *Travailleurs et Parasites*; 4° *Le Péril social*; 5° *Le Combat pour la vie*; 6° *La Société devant les Tribunaux*; 7° *La Question Sociale*; 8° *La science de Jacques Bonhomme*; 9° *Aux femmes du peuple*; 10° *Il faut bien des riches pour faire marcher le commerce!* 11° *Il y aura toujours des pauvres.*

Quelques unes surtout sont admirablement bien réussies, et c'est probablement à cause de cela que le gouvernement de la république bourgeoise française défend leur entrée en France.

Genève.— Imprimerie Jurassienne, rue des Grottes, 24.